

Pau, le 3 mai 2023

ARRETE N°AP-2023-0202

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal en date du 18 août 1976 réglementant le stationnement et le régime de priorité à feux tricolores au carrefour formé par le boulevard du Recteur Jean Sarrailh, la rue des Frères Camors et la rue Bernès Cambot ;

Vu l'arrêté municipal en date du 9 mars 1977 réglementant le stationnement et le régime de priorité à feux tricolores au carrefour formé par l'avenue Fouchet, le cours Léon Bérard, l'avenue du Doyen Poplawski et la rue des Frères Camors ;

Considérant que les dispositions des arrêtés initiaux ne permettent pas de les appliquer ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, d'abroger l'arrêté municipal susvisé ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – Les arrêtés municipaux en date du 18 août 1976 et du 9 mars 1977 qui réglementaient le stationnement et le régime de priorité à feux tricolores au carrefour formé par le boulevard du Recteur Jean Sarrailh, la rue des Frères Camors et la rue Bernès Cambot, et au carrefour formé par l'avenue Fouchet, le cours Léon Bérard, l'avenue du Doyen Poplawski et la rue des Frères Camors sont abrogés.


ARTICLE 2 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du retrait de la signalisation réglementaire par les services techniques municipaux.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 4 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

07 JUIN 2023


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire